



Lundi 25 février 2013

Non aux licenciements et aux accords de flexibilité

Fainéants, les travailleurs de Goodyear ? La provocation du patron de l'entreprise Titan, spécialisée dans les pneus, à l'encontre des ouvriers de Goodyear Amiens, est grossière et insultante. La direction qui a annoncé la fermeture de son usine de 1200 salariés, y fait volontairement tourner les chaînes au ralenti, pour inciter les ouvriers au reclassement – très peu volontaire – dans l'Allier ou en Allemagne. Et voilà que les ouvriers se font reprocher de ne pas travailler assez ! C'est le monde à l'envers.

Des patrons voyous bien français

Mais il n'y a pas que ce patron américain qui pratique la calomnie, le mensonge et le chantage. Ceux de l'hexagone ont les mêmes méthodes : ils licencient (tout en calomniant les grévistes !) et se justifient en accusant les salariés, trop bien payés selon eux, « trop protégés » et « pas assez productifs », de faire couler les groupes. La famille Peugeot maquille ses comptes en faisant passer une dépréciation d'actifs pour des pertes sèches du groupe dans le but de faire passer plus de 11 000 suppressions de postes, la fermeture de l'usine d'Aulnay et l'augmentation des charges de travail dans les usines encore en activité. Du côté du patron de Renault, Carlos Ghosn, c'est la même rengaine. Il a déclaré qu'il « pourrait s'engager à ne pas fermer d'usines en France »... en échange d'une augmentation du temps de travail de 6,5 %, du gel des salaires pendant trois ans et de la suppression de plus de 8 000 postes.

Patrons et gouvernement main dans la main contre les travailleurs

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : accroître la flexibilité, la productivité du travail, tout en baissant les salaires et en ajustant l'effectif selon les hauts et bas de la production. Il n'y a que les dividendes versés aux actionnaires qui sont préservés ! C'est le sens des accords dits de compétitivité signés le 11 janvier entre patronat et trois confédérations syndicales, mais que la CGT et FO ont refusé. Cet accord donne à peu près tous les droits au patronat : baisse des salaires, augmentation du temps de travail pendant deux ans.

Les licenciements seront facilités et accélérés sans possibilités de contestation juridique. Les mutations d'un site à l'autre au sein d'un groupe seront forcées. Dans les entreprises de plus de 300 salariés, les patrons pourront même faire travailler leurs salariés pour une autre entreprise !

Le gouvernement s'apprête à transformer ces accords en une loi votée par les députés. En attendant, les patrons les mettent déjà en application, comme à l'usine PSA SevelNord ou chez Renault. Entre autres. Mais la partie n'est pas gagnée pour les patrons, car les réactions se multiplient.

Le 5 mars : Tous ensemble contre les licenciements et les accords scélérats

A Aulnay, nous sommes en grève depuis le 16 janvier. À SevelNord, les premières grèves et débrayages ont eu lieu depuis la semaine dernière. Les ouvriers de l'usine de production de sièges Lear, qui fournit les usines PSA, se sont également mis en grève le 14 février, contre un plan de suppression de postes. Et la liste des entreprises où les salariés se mobilisent contre les coups du patronat est encore longue : Goodyear, Renault, Virgin, Sanofi ou encore la fonderie DMI dans l'Allier, parmi bien d'autres dont les médias parlent moins.

Alors, les confédérations syndicales qui ont refusé de signer cet accord au service des patrons, la CGT et FO, rejointes par la FSU et Solidaires, appellent à une journée de mobilisation le mardi 5 mars. C'est l'occasion pour tous ceux qui se battent dans leur entreprise contre les mêmes problèmes, de se retrouver tous ensemble sous les mêmes slogans :

- **Non aux licenciements !**
- **Non aux fermetures d'usine !**
- **Non à la flexibilité du travail !**
- **Non à la baisse des salaires !**
- **Non aux accords scélérats !**

Rien n'est gagné, rien n'est perdu non plus !

Mercredi dernier, nous étions plus de 200 à aller à la rencontre des grévistes de Lear, eux aussi touchés par les licenciements, où l'accueil fut très bon. Un petit détour nous a permis ensuite de distribuer un tract à Poissy où 50 travailleurs du montage s'étaient mis en grève à l'annonce des 0 % d'augmentation cette année. Même ceux qui resteront ne sont pas à la fête.

Quoi qu'elle en dise, la direction est loin d'être indifférente à nos actions. Dans l'usine, la contremaître en HC5 de l'équipe B se comportait en cheftaine le mercredi matin puisque les grévistes n'étaient pas là. Elle s'est vu répondre par les salariés (non grévistes) : « *c'est vous qui créez le climat d'insécurité, ce n'est pas les grévistes* ».

Mais surtout, au-delà de l'usine, comment croire que PSA n'est pour rien dans le retournement de la direction de son sous-traitant Lear, dont la grève perturbait la production à Poissy ? Sur les 3 modèles, C3, 208 et DS3, les voitures sans sièges et invendables s'accumulaient sur les parkings. Le lendemain de notre passage, Lear proposait le paiement des heures de grève, la levée des sanctions et l'ouverture de négociations sur 75 000 € de prime plancher lors des départs, en échange de la reprise du travail.

Tout le monde sait que les 11 000 suppressions de postes à PSA, ajoutés aux 8 000 chez Renault, entraîneront encore plus chez les sous-traitants. Dans ce contexte, ce que PSA craint avant toute chose, c'est la multiplication des conflits et leur possible alliance.

La grève à Aulnay qui dure depuis 5 semaines continue de bloquer la production du site, et reste une épine dans le pied de PSA alors que tous les salariés du groupe sont attaqués. La direction joue la montre, sans la moindre pression sérieuse du médiateur et du gouvernement, mais elle prend le risque que d'autres feux s'allument et provoquent un embrasement.

Au Mali, l'enlèvement ?

Plus d'un mois après le début de l'intervention française au Mali, la situation est toujours critique. Il y a des dizaines de milliers de réfugiés dans les pays voisins. Les combats se poursuivent dans toute la région et sont loin d'être terminés, comme à Gao, pourtant une des premières villes prétendument libérées. Les bombardements continuent et font des victimes civiles. Les tensions s'aggravent entre communautés : les Touaregs et les Arabes sont désignés comme responsables de la situation, ce qui entraîne des exactions et des lynchages, avec l'armée malienne qui se livre à des exécutions sommaires.

Dans cette guerre, l'Etat français intervient pour ses seuls intérêts, pour garder son contrôle de l'uranium

du Niger voisin et des autres richesses de la région. Sans tenir aucun compte des dégâts que peut provoquer son intervention.

Tunisie :

la révolution revient... comme le jasmin

La bourgeoisie tunisienne et ses alliés internationaux cherchent encore la bonne formule pour éteindre la révolte du peuple. Le parti islamiste Ennahda, désormais haï par les manifestants dans tout le pays, aligne un nouveau premier ministre, Ali Larayedh, lequel, alors ministre de l'Intérieur, avait fait tirer sur les manifestants de Siliana en novembre dernier. La question est : combien de temps restera-t-il en place ?

La grève générale et les manifestations monstres du 8 février, et les mobilisations sociales depuis deux ans, montrent que les classes populaires ne se laisseront intimider ni par une nouvelle dictature, ni par le chantage économique des possédants. Pour l'aboutissement de leurs revendications, la révolution sociale est la seule perspective.

Espagne :

« Leurs enveloppes, nos coupes budgétaires »

Tel était un des slogans ce samedi 23 février, des manifestations massives à Madrid et d'autres villes espagnoles.

« *Leurs enveloppes* » ? Celles du premier ministre Mariano Rajoy et d'autres dirigeants de la droite, qui auraient reçu régulièrement des milliers d'euros d'une caisse noire de leur parti. Celles de toutes les affaires de corruption qui font l'actualité en Espagne, mettant en cause jusqu'au gendre du roi !

« *Nos coupes budgétaires* » ? Celles décidées par ceux qui touchent des enveloppes ! Médecins, infirmières, enseignants, pompiers, mineurs, indignés et bien d'autres étaient là pour dénoncer la politique d'austérité et le « *coup d'Etat des marchés* ».

Complices des requins de l'agro-alimentaire

Les autorités européennes ont décidé d'autoriser de nourrir les poissons d'élevage avec des farines animales. Ce qui n'est pas sans rappeler le scandale de la « vache folle ». Mais, bien sûr, on nous promet que ces farines sont sans danger.

Toutefois, la ministre de l'écologie veut créer un label « sans farines animales »... réservé aux consommateurs qui auront les moyens de se payer ces produits. Un label sans doute aussi fiable que la viande « pur bœuf ».